A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°221 - 1,50 € - Janvier-Février 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

L'étincelle

« *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine..* » (Mao). En l'occurrence, il aura suffi (si l'on peut dire) qu'un étudiant chômeur tunisien s'immole par le feu pour protester contre une exaction policière pour déclencher un soulèvement qui, en quelques jours, allait balayer une dictature qui avait opprimé son peuple plus de deux décennies durant. Qu'il ait fallu l'intervention d'une armée que le clan Ben Ali avait négligée et celle d'un mentor états-unien peu désireux de se laisser embarquer dans un nouveau scénario iranien, n'enlève rien au fait que c'est bien un soulèvement populaire qui a rendu impossible le maintien au pouvoir d'un régime corrompu en faisant voler en éclats sa façade de légitimité.

Sans préjuger de la suite de cette insurrection en Tunisie même, on peut déjà noter combien elle a produit des effets inattendus ailleurs, souvent là où on ne l'attendait pas. A commencer par la France où elle a révélé un autre aspect de « nos » gouvernants, depuis un Sarkozy tétanisé par des événements qu'il n'avait pas vu venir jusqu'à une Alliot-Marie impatiente d'exporter le savoir-faire français en matière de répression des manifestations. Il est vrai que, depuis un certain 17 octobre 1961, la police française est en mesure d'en remontrer à bien d'autres dans l'art de réprimer des manifestations de Nord-Africains, tout en étant capable de faire disparaître les dizaines de cadavres de ces victimes… Mais cela nous aura aussi permis de (re)découvrir l'inénarrable DSK en Monsieur Loyal du capital financier international, adressant au ci-devant président de la République tunisienne un vibrant éloge de bon élève du FMI et de modèle de dirigeant de « *pays émergent* ». Cela n'est pas sans rappeler le précédent du « *Danube de la Pensée* », alias Nicolas Ceausescu, lui aussi félicité en son temps pour sa docilité envers les gnomes de Washington, et qui aura fini sa carrière un soir de Noël arrosé… de quelques rafales de mitraillette.

Tyrans de tous les pays, méfiez-vous des compliments du FMI : ils ont valeur de glas ! C'est ce que doivent se répéter, entre autres, les « *frères* » de Ben Ali, les Mohamed VI, Bouteflika, Kadhafi, Moubarak, Assad et autre roitelet jordanien, sans compter les Al Saoud, nouveaux hôtes du dictateur déchu et de sa tonne et demie d'or, qui prennent déjà des précautions pour éviter de connaître le même sort, maniant la carotte des subventions aux produits de première nécessité et le bâton des hausses de salaires des membres des forces de sécurité, ultime rempart de leur régime vermoulu. Ainsi, de Tunis à Ryad en passant par Paris et Washington, la révolte du peuple tunisien, pourtant encore modeste dans ses effets, a fait tomber les masques en révélant simultanément l'extrême fragilité des pouvoirs en place, leur cynisme sans rivage et leur profonde solidarité.

Que demain se produisent des événements semblables ailleurs, en Chine ou en Inde par exemple, et c'est un ouragan qui déferlera sur la planète !

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°222 - 1,50 € - Mars 2011

Pour l'Emancipation Sociale !

==========

L'onde de choc

La vague de soulèvements qui a déjà emporté les dictatures tunisienne et égyptienne est en train de déferler sur la Libye. Même si la version locale d'Ubu n'y a pas encore dit son dernier mot, le plus probable est qu'il finira lui aussi par prendre la voie de l'exil, à moins qu'il ne périsse des mains de ses propres prétoriens ou des insurgés. Déjà la question se pose : à qui le tour ? Car la déferlante n'en restera pas là. Elle va déborder à l'ouest vers l'Algérie et le Maroc et à l'est, vers la Palestine, la Jordanie, les émirats arabes du Golfe et le Yémen, sans épargner ni l'Arabie saoudite ni sans doute l'Iran.

Si cette poussée, pour l'instant limitée à des aspirations et des revendications démocratiques, est appelée à s'étendre, elle va aussi, probablement, se radicaliser. Car ce n'est pas seulement pour la conquête de droits politiques et civiques que Tunisiens, Egyptiens, Libyens, etc. sont descendus dans les rues et ont versé leur sang. Déjà, en Egypte comme en Tunisie, des grèves et des manifestations, souvent durement réprimées, ont éclaté, faisant entendre des revendications en matière de salaires, de conditions d'emploi et de travail, de droit à l'organisation syndicale indépendamment du pouvoir, de redistribution des richesses. Ainsi la question sociale est en train de prendre le relais de la question démocratique et mettre les forces démocratiques locales au pied du mur. Car que vaut la liberté si elle doit s'arrêter aux portes des ateliers et des bureaux et si la seule réponse aux revendications des salariés est, aujourd'hui comme hier, la matraque quand ce n'est pas la mitraille ?

Mais l'onde de choc partie de la rive méridionale de la Méditerranée ne s'arrêtera pas non plus aux limites du seul monde arabe. Quelle que soit en définitive sa portée au sein de ce dernier, elle a déjà bouleversé les fragiles équilibres sur lesquels reposait la subordination de la région aux intérêts occidentaux, états-uniens tout d'abord mais aussi européens. Ont ainsi été mis en question le confinement de la poussée migratoire africaine en direction de l'Europe tout comme le système d'alliances et de compromis assurant qu'Israël puisse continuer en toute impunité sa politique de colonisation et de répression dans les territoires qu'il occupe illégalement depuis 1967. Si demain les régimes de la péninsule arabique se trouvaient entraînés dans la tourmente, c'est toute la *pax americana* telle qu'elle s'exerce dans la région depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale qui prendrait fin.

L'onde de choc tunisienne gagne l'Europe

dans CQFD = Janvierr 2011

Et c'est surtout toute la production pétrolière du Moyen Orient qui risquerait de s'effondrer, entraînant avec l'envolée des prix du pétrole brut une brutale aggravation de la situation économique déjà passablement dégradée des Etats développés. Du coup, il se pourrait bien ce soient les peuples européens qui entrent dans la danse. A quand une manif sur le quartier Latin (et ailleurs…) au cri de : « *Nous sommes tous des musulmans libyens !* » ?

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 223 - 1,50 € - Avril 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

Le bateau ivre

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ? C'est la question que chacun-e d'entre nous a pu se répéter ces jours-ci en assistant en direct à la réalisation du scénario de la catastrophe nucléaire de grande ampleur en cours au Japon, imaginée de longue date par les antinucléaires, évidemment déclarée impossible par tous les nucléocrates en dépit des précédents de Three Miles Island et de Tchernobyl. L'incohérence même d'une information, pourtant livrée au compte-gouttes, alternant les annonces rassurantes et les déclarations alarmantes, au gré des explosions répétées, des émissions de fumée, des évacuations précipitées du site suivies de ses réoccupations intempestives, a donné à voir que la situation échappait au contrôle des ingénieurs sur le site comme des irresponsables politiques nippons à Tokyo. Tandis que leurs homologues français feignaient de croire encore et s'escrimaient à nous faire croire que semblable scénario était réservé à l'étranger.

En fait, ces derniers avaient déjà la tête ailleurs. Pressé de faire oublier le lamentable fiasco de sa diplomatie en retard de deux soulèvements démocratiques, affolé par les sondages qui le placent derrière La Pen au premier tour des présidentielles de l'an prochain, fleurant le bon coup qui lui permettrait de conjuguer sur la scène mondiale le rôle double de chef de guerre et de défenseur des droits humains, « notre » *omini*président s'est lancé dans une nouvelle aventure qui va très certainement finir en eau de boudin dans les sables chauds libyens. Et, poursuivant une politique consistant à vouloir priver le Front national de son électorat en appliquant son pseudo programme, aux effets pourtant manifestement pervers, il a installé place Beauvau un clone de la Marine dont les provocations xénophobes vont encore élargir les boulevards qu'il lui a déjà ouverts. « *Ceux que Jupiter veut perdre, il les rend fous !* » disaient les Anciens…

Si l'Elysée perd ainsi la tête un peu plus chaque jour, la Maison Blanche, quant à elle, a beau garder la tête froide, elle n'en perd pas moins le contrôle de ce qui est en train de se passer dans le monde arabe. Les différents soulèvements et bouleversements qui y sont en cours manifestent un affaiblissement notable de son hégémonie dans une région où les Etats-Unis s'étaient assurés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de solides appuis et relais et dont le contrôle reste pourtant stratégique, étant donné qu'elle concentre une grande partie des réserves planétaires d'hydrocarbures. L'étau se resserre ainsi progressivement sur leurs deux principaux appuis régionaux, l'Arabie Saoudite et Israël, tandis que leur échec en Irak et en Afghanistan est de plus en plus patent.

Ainsi va le bateau ivre du capitalisme « globalisé », poussé par les courants lourds de ses déterminismes technico-économiques et régulièrement chahuté par les vents tourbillonnants de la finance, dont les capitaines et pilotes ont manifestement perdu le contrôle, même s'ils continuent à se disputer l'accès à des commandes qui ne répondent plus, et se perdent pour certains dans des gesticulations destinées à masquer leur impuissance.

Le 27 / 3 / 2011

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°224 - 1,50 € - Mai 2011

Pour l'Emancipation Sociale !

==========

Opération sarkonimo : goupillée !

(scène à peine imaginaire)

Au Fouquet's, en terrasse, à midi, mi-mai. Les mets et les vins sont délicieux. Mais l'ambiance, dégueulasse. Tout le contraire de celle, euphorique, du 6 mai 2007, malgré la présence d'une partie des convives d'il y a quatre ans. C'est que les temps ont changé : les intérêts de classe, alors favorisés, sont aujourd'hui menacés.

- Vous avez vu les sondages ? Désastreux !... Et il va s'agripper à l'Elysée sans vouloir entendre raison. Comment s'en débarrasser ?

Les propositions fusent, émises sur le ton tranchant de ces puissants managers auxquels rien ne résiste. Délirent-ils pour se défouler, ou passeraient-ils à l'acte si nécessaire ?

- Géronimo a été une réussite. Si on héliportait un commando au-dessus de l'Elysée ?...

- Obama va nous dire qu'il a déjà donné et Juppé n'osera pas...

- Ça manque de poésie, mais l'idée pourrait sûrement séduire Dominique Marie François René Galouzeau de Villepin...

- Mais il n'a plus les moyens. Et il a tant à faire avec le listing Clearstream...

- Du curare ?... Même Chevènement y a résisté !

- La noyade ?... Là, c'est Fillon qui s'opposera, craignant trop que Boulin refasse surface.

Si ces échanges soulagent un peu, le silence qui suit reste pesant. Il est progressivement envahi par le ronronnement régulier et si caractéristique du moteur d'une Porsche qui s'approche et qui agit comme une mélodie de ralliement rassérénante. La tablée, soudain plus inspirée, converse alors sur un ton presque amène :

- Ah ! si cela pouvait être LUI !... A voir les éminents services qu'il a rendus à Washington, on peut être sûr qu'à Paris il aurait fait merveille.

- Certes, mais tout n'est pas perdu, chers amis. On a vu dans le passé qu'on peut jouer d'autres cartes : les impatiences socialotes sont nombreuses et presque toutes en capacité d'envahir l'Elysée en mai prochain, sans nous faire courir de risques sérieux de débordements ultérieurs.

- Vous m'avez convaincu ! Et en tant que responsable de médias, je peux vous assurer que les photos de l'assaut final seront largement diffusées. Pas de censure : je tiendrai à ce que chaque citoyen ait la possibilité le soir à 20 heures de transformer son salon en "salle de crise" pour visionner la scène en direct !

- A programmer le 22 avril 2012 à 20 heures ou le 6 mai 2012 à 20 heures ?

- On verra... Il faudra aussi songer à organiser le 1er mai 2012 sur le modèle du 1er mai 2002.

L'opération sarkonimo une fois goupillée, l'atmosphère est beaucoup plus détendue. Les convives finissent par trinquer joyeusement, s'extasiant sur les fabuleuses ressources que recèle notre belle démocratie.

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°225 - 1,50 € - Juin - Juillet 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

La voie grecque

Inexorablement, la crise structurelle dans laquelle se débat le capitalisme depuis quatre décennies, et dont la phase inaugurée par le krach financier lié à la diffusion des prêts subprime n'est que le dernier épisode en date, déploie sa logique. Ayant cru trouver une solution à sa crise en initiant à l'aube des années 1980 dans la mise en œuvre des politiques néolibérales et la transnationalisation du capital, pour instaurer une concurrence planétaire entre capitaux et plus encore entre travailleurs, le capital n'a fait que tomber de Charybde en Scylla : s'il a su redresser son taux de profit, dont la part majeure s'en est allé gonfler la poche des actionnaires, c'est en étranglant la demande salariale. Orgie de spéculation financière d'un côté, gonflement de l'endettement privé de l'autre ont été les deux faces de la crise chronique de réalisation qui en a résulté, conduisant droit au krach des *subprime*.

Il aura fallu l'intervention massive des Etats, à coup de milliers de milliards de dollars, de livres sterling, d'euros, de yen ou de yuan pour sauver alors le capital financier et le capital tout court de sa faillite. Elle aura consisté à substituer l'endettement public à l'endettement privé avec pour conséquence d'amener les gouvernants à demander à leurs citoyens de payer une deuxième fois le prix de la crise : déjà soumis à la potion amère du chômage, de la précarité et de l'austérité salariale, ils sont désormais « invités » à mettre la main à la poche en tant que contribuables tout en devant se serrer un peu plus la ceinture en tant qu'usagers des services publics et que prestataires d'un Etat-providence en peau de chagrin… et bien évidemment en tant que salariés, à nouveau.

Cela dit la nature et donne la mesure de l'enjeu des mobilisations collectives qu'on a vu se développer contre de pareilles politiques en Europe au cours de ce printemps, de Londres à Lisbonne en passant par Rome et Madrid, après celle de l'automne dernier en France. Mais cela donne aussi la mesure des limites actuelles de ces mêmes mobilisations. Oscillant pour l'instant entre l'indignation morale et les objectifs catégoriels, elles ne désignent pas et elles atteignent encore moins ce qui devrait être leur cible immédiate : la dette publique qu'il s'agit de récuser purement et simplement comme illégitime.

Il n'est guère pour l'instant qu'en Grèce que des voix se sont fait entendre, au niveau d'un mouvement de masse, pour exiger une telle récusation, en joignant d'ailleurs le geste à la parole, en installant progressivement le pays dans un état de contestation permanent du gouvernement Papandreou, mêlant discussions publiques, grèves générales, manifestations de rue, non paiement des services publics, réquisitions de biens de première nécessité, etc. Bien moins médiatisée que l'occupation bon enfant de la Puerta del Sol, l'agitation sociale grecque indique la voie selon laquelle doit se réaliser la *« démocratie réelle »* exigée par la première : celle d'une réappropriation collective des biens publics et des moyens sociaux de production qui ne peut faire l'économie d'un affrontement avec la classe dominante et son appareil d'Etat.

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 226 - 1,5 € - Août 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

L'alternative

Mois après mois, semaine après semaine, ce qu'on appelle improprement « *la crise des dettes souveraines* » s'élargit et s'approfondit en Europe – pour ne pas parler des Etats-Unis. Née de décennies de cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux ménages fortunés, brutalement aggravée il y a trois ans par la nationalisation des dettes privées destinée à sauver le capital financier et le capital tout court de sa déconfiture, elle ne cesse depuis lors de s'envenimer du fait… des remèdes censés y remédier et qui ont noms austérité budgétaire, pression à la baisse sur les salaires, développement de la précarité et du chômage, privatisation des services publics, synonymes de contraction de la demande, de baisse des recettes fiscales et de déficits publics accrus – le tout signifiant une régression sociale programmée.

Le dernier plan européen adopté à Bruxelles le 21 juillet dernier ne s'écarte en rien de cette orientation aussi inefficace que malfaisante. Pour éviter la reconnaissance du défaut de paiement actuel de la Grèce ainsi que les défauts de paiement potentiels du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne et de l'Italie (les fameux PIGS , «PORCS» en anglais, c'est dire comme ils sont considérés...), il prévoit d'allonger les délais de remboursement (jusqu'à trente ans !) et d'élargir l'espace des contribuables qui seront amenés à mettre la main à la bourse. En autorisant le Fonds européen de stabilité financière (abondé par les Etats de l'Union) à racheter des créances douteuses sur les PIGS, c'est l'« européanisation » de la dette qui a été choisie dans un touchant mouvement de solidarité… avec les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de placement qui les détiennent et qui s'en trouveront ainsi libérés. Quant aux peuples européens, ils sont du coup conviés à être solidaires des possédants et à s'infliger austérité et régression pendant une génération !

Car, tout comme les précédents, ce « plan de sauvetage » ne fera que compromettre un peu plus encore la situation des finances publiques des Etats européens et de leurs populations. Pour sortir de cette spirale infernale, une autre politique est nécessaire et d'ailleurs possible : elle implique une récusation des dettes publiques et une modification drastique du partage de la richesse sociale en faveur du travail et au détriment du capital; ce qui suppose tout à la fois la création massive d'emplois (socialement utiles et écologiquement soutenables), une hausse des salaires (directs et indirects) et une taxation (fiscale et sociale) des entreprises et des ménages riches à la hauteur de leur capacité contributive. Evidemment, rien de tout cela ne sera possible sans des mobilisations populaires de grande ampleur, dont le potentiel existe (les luttes en Grèce et les récents rassemblements des « indignés » en Espagne en sont autant d'indices) et dont l'européanisation des plans d'austérité peut favoriser l'extension. A nous d'y travailler !

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 227 - 1,50 € - Septembre 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

Ne faites pas cette tête là !

(Maladroite - et vaine ? - tentative pour consoler une gôche affligée)

Quelle tête faites-vous là ! N'auriez-vous pas regardé régulièrement les journaux télévisés et lu assidûment votre quotidien ces derniers temps ?...

- Votre retraite ?... Oui, encore retardée... Peu réjouissant, en effet... Vous n'auriez pas, en plus, gobé les «démonstrations» de savants économistes et de brillants éditorialistes qui prouvent, courbes et chiffres à l'appui, que c'était une mesure absolument nécessaire ?...

- La Bourse ?... Oui, elle fait du yo-yo... Et alors ?... Est-ce que vous ne vous seriez pas laissés enfumer par la description apocalyptique de tous ces milliards «partis en fumée» et par l'allusion à vos petites économies qui pourraient subir le même sort ? Hein ?...

- La dette publique ?... Abyssale, en effet... Ça vous oppresse à ce point ?... Auriez-vous mal supporté ce calcul accablant qui «atteste» qu'à cause de vos dépenses inconsidérées, l'enfant qui vient de naître est chargé d'une dette de plus de 20 000 euros ?...

- La crise ?... Le chômage ?... La pollution ?... Si vous pensez que, là-haut, «ils» n'y peuvent pas grand-chose, on comprend votre angoisse !...

Mais, cependant, vous montrez de l'intérêt pour les campagnes électorales qui s'ouvrent et accordez de l'attention à des candidats annonçant déjà qu'ils pourront faire beaucoup ? Reconnaissez-le : vous mettiez quelques espoirs dans le meilleur économiste de la planète !... Et ses camarades, toujours disponibles, sans tare ni tache trop connues ou trop récentes, qui seront présents au second tour, vous vous sentirez obligé de les soutenir, non ?... Sans y croire, tout en y croyant ?! En espérant que des solutions vont jaillir du Conseil Général de Corrèze ou de la Mairie de Lille ?... Comment voulez-vous que votre moral ne pâtisse pas de contradictions et de fadaises pareilles !

Vous n'avez plus le choix :
Pour sauver vos économies,

Ne faites donc pas cette tête là : il y a largement de quoi se réjouir. Les «élites» ont rarement été dans une telle mouise, leur vraie nature et leur incapacité ont rarement été aussi évidentes. C'est une belle occasion de s'en débarrasser ! Le capital est en difficulté ? Dans la joie et la détermination, frappons la bête pour l'achever !

Bien entendu, l'animal ne va pas crever comme ça ; l'agonie ne sera ni rapide, ni facile. Soyez sûr par contre, que si on hésite devant le monstre, ce sera encore plus long et difficile.

Allez, quoi, ne faites pas cette tête-là, faites la révolution, c'est vraiment la seule solution !

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 228 - 1,50 € - Octobre 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

Affairisme

« *Pendant toute la durée de la crise, les affaires continuent !* » Tel pourrait être le slogan promotionnel de la Sarkozie, si toutefois ses dirigeants pouvaient étaler publiquement autant de morgue et de cynisme qu'ils le font en privé, entre gens de leur monde. Car, tandis qu'il n'est question que de coupes sombres dans les dépenses publiques, tandis que le peuple est convié à se montrer raisonnable dans ses attentes pour faire acte de solidarité avec son homologue grec (en fait, c'est avec les banques, dont il faut éponger les pertes, qu'on nous demande d'être « solidaires »), les unes des journaux ne sont pas assez larges pour accueillir toutes les révélations, plus fracassantes les unes que les autres, sur les affaires dans lesquelles sont ou ont été engagés tous ces pères La Rigueur ou leurs proches.

Emplois fictifs sur lesquels le parquet décide de passer l'éponge sous le prétexte que son principal organisateur et bénéficiaire, ci-devant président de la République, serait désormais atteint d'anosognosie (traduisons : il a la mémoire qui yoyote). Rétrocommissions destinées à financer une campagne présidentielle débouchant sur un attentat et couvertes par un « *secret défense* » que l'on brandit comme une feuille de vigne servant de cache-sexe honteux. Enveloppes garnies remises au bénéfice d'une autre campagne présidentielle par l'une des plus grandes fortunes du pays, elle aussi atteinte de mémoire intermittente et sélective, et transmises de la main à la main à un secrétaire de campagne qui, devenu ministre du Budget, entretiendra les meilleures relations qui soient avec cette généreuse donatrice, qui fera de l'épouse dudit ministre une gestionnaire de sa fortune, le même ministre se rendant coupable d'un bradage d'un bien public à un prix d'ami au mépris de toutes les règles du droit administratif, etc. Arrêtons-nous là : au regard de ces affaires, les trafics de quelques flics ripoux font figure de minable business de dealers de seconde zone.

Sans doute n'est-ce ni la première ni la dernière fois que des affaires pareilles éclatent. Elles sont inhérentes au mode de fonctionnement d'un Etat dont les sommets sont accaparés par des professionnels de la politique qui font carrière privée dans la gestion du bien public. Elles sont favorisées par les va-et-vient constants des mêmes entre privé et public, ce qui les incitent à gérer l'Etat comme s'il s'agissait d'une entreprise dont il faut tirer le maximum de bénéfices pour leur propre compte. Elles sont encouragées enfin par l'air du temps néolibéral qui fait valser les milliards autour de la planète par centaines et milliers tous les jours, et dont la seule maxime est : « *Enrichissez-vous !* »

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 229 - 1.50 € - Novembre 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

Les leçons d'une panique

La panique qui a saisi les marchés boursiers européens à l'annonce par l'ex Premier ministre grec George Papandréou, quelques jours à peine après la laborieuse élaboration d'un énième «*plan de sauvetage de la Grèce*», d'un référendum visant à consulter le peuple grec, est riche d'enseignements. Qu'il se soit agi en l'occurrence d'une manœuvre politicienne destinée à impliquer l'opposition hellène de droite dans la gestion gouvernementale, n'altère en rien la clarté des leçons que l'on peut tirer de cet épisode inattendu.

Cette panique dit d'abord ce que «*les marchés*», c'est-à-dire les grandes banques, compagnies d'assurance, fonds de placement, etc., attendent des gouvernants. A savoir qu'ils se fassent les relais serviles de leurs exigences les plus exorbitantes, comme la baisse drastique des salaires réels, les coupes claires dans les prestations sociales, le démantèlement brutal des services publics, la braderie des équipements collectifs, etc., bref une régression socioéconomique sans précédent, en brisant par la force et en usant par la lassitude la résistance populaire. Autrement dit, qu'ils soient les fidèles chiens de garde de la dictature exercée par le capital financier sur les peuples.

Cette panique signifie ensuite que les «*nouveaux maîtres du monde*» redoutent par-dessus tout l'intervention démocratique des peuples : un processus délibératif visant à évaluer la légitimité de la dette publique et des exigences de son remboursement. Pour que la dictature des «*marchés*» continue à s'exercer, il faut surtout que le peuple soit tenu en dehors de toute intervention et décision concernant le fonctionnement desdits «*marchés*», que son incompétence à se mêler des questions les concernant soit proclamée haut et fort et soit intériorisée par ses membres. Ce qui signifie inversement que nous devons impulser une dynamique visant à l'intervention populaire la plus vaste sur ces questions, par exemple sous la forme d'un audit de la dette publique et d'un référendum sur les conditions de son remboursement ou de sa récusation.

En imposant le choix des terrains sur lesquels il convient de placer le débat et le combat politiques, cette panique révèle à l'inverse combien est insignifiant et sans conséquence le jeu politique traditionnel. Les «*marchés*» se moquent en effet de voir droite et gauche se disputer les responsabilités gouvernementales par l'intermédiaire d'élections sans enjeu, puisque leur alternance au pouvoir garantit à la fois la continuité d'une politique favorable à leurs intérêts et l'exclusion du peuple des décisions fondamentales. L'absence de panique des *«marchés»* en cas d'élection d'alternance, confirme bien que ce n'est là qu'un spectacle destiné à simuler la souveraineté populaire pour mieux priver le peuple des conditions et formes de son exercice effectif.

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 230 - 1,50 € - Décembre 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

La spirale infernale

Semaine après semaine, la crise économique dans laquelle se débattent l'Europe en général et la France en particulier s'ingénie à démentir les prévisions et à déjouer les mesures de nos gouvernants. Si bien que, plus la crise dure, plus ils semblent dépassés par des événements qui les conduisent à se retrouver régulièrement cul par-dessus tête. Avant hier, la perte par l'Etat français de son fameux AAA était annoncée comme tout simplement impossible ; hier, on en entrevoyait la possibilité comme une catastrophe ; aujourd'hui, on déclare s'y préparer comme une simple épreuve supplémentaire sur le chemin de croix de la gestion de la crise.

La raison fondamentale en est connue des lecteurs d'*ACC*. La politique économique suivie par le gouvernement français, comme par la totalité des autres gouvernements européens, loin de préparer les conditions d'une sortie de la crise, ne fait que l'aggraver. Alors que tout un chacun sait bien qu'on ne sauve pas un asphyxié en l'étranglant, ces irresponsables qui nous gouvernent prétendent pourtant permettre à leurs Etats respectifs de réduire leurs déficits courants et leurs dettes à coup de politique d'austérité budgétaire et salariale, avec pour principal effet de contracter l'activité économique et de tarir les recettes fiscales. Plus fondamentalement, ce faisant, ils maintiennent, voire accentuent encore, le déséquilibre dans le partage de la richesse sociale en faveur du capital et au détriment du travail salarié qui est à la racine de l'aggravation de la crise structurelle du capitalisme depuis 2008.

Dans ces conditions, la voie à suivre pour commencer à sortir de cette crise se situe aux antipodes de la précédente. Nous en avons également déjà exposé les grandes lignes : moratoire du remboursement de la dette publique le temps de son audit, récusation de la part (majoritaire) de cette dette due aux « niches fiscales et sociales », nationalisations des banques qui menaceraient faillite de ce fait, alourdissement des prélèvements obligatoires sur le capital, les gros patrimoines et les hauts revenus, création d'emplois dans le secteur public, augmentation généralisée et dégressive des salaires, lancement d'une politique de grands travaux dans le but de la reconversion des secteurs de l'énergie, de la construction et des transports pour faire face à la crise écologique, etc. Le tout en entraînant sur cette voie d'autres pays européens autant que possible mais en n'hésitant pas à rompre avec l'Union Européenne si nécessaire.

Si la France perd son triple A

Autant dire que pour briser la spirale infernale dans laquelle les politiques actuelles nous enferment, il faudrait une mobilisation massive des travailleurs que viendrait éventuellement relayer une action gouvernementale d'autant plus résolue qu'elle serait encadrée et entraînée par cette mobilisation. En somme, bien plus et bien autre chose qu'une simple campagne électorale et que des manifestations d'« *indignation* » sur quelques places publiques.